

Green Paper "Confronting demographic change: a new solidarity between the generations"

| | |
|--|------------|
| Identification of case | |
| IPM Reference Number: | 459058 |
| Creation date | 10-10-2005 |
| Modification date | |
| Privacy statement | |
| Personal Data | |
| Do you consent to the publication of your personal data/data relating to your organisation with the publication of your replies to the consultation? Yes | |
| Name CSF | |
| E-mail address perrinebouhelier@yahoo.fr | |
| Are you replying as an individual or an organisation? Organisation | |
| On behalf of which of the following are you replying? Other | |
| Please specify the name of your organisation or institution Confédération Syndicale des Familles (CSF) et Fédération Syndicale des Familles Monoparentales | |
| Country where your organisation is based FR - France | |
| Explanation | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Do you take the view that the discussion of demographic trends and managing their impact should take place at European level? • If so, what should be the objectives, and which policy areas are concerned? <p>emploi, logement, aides publiques, intégration des jeunes générations place de la personne agée dans la société petite enfance et structures de garde</p> | |
| 1. The challenges of European demography | |
| 1.1. The challenge of a low birth rate | |
| <p><i>Over many years, the Union has been making considerable efforts to achieve equality between men and women and has coordinated national social protection policies.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • How can a better work/life balance help to tackle the problems associated with demographic ageing? • How can a more balanced distribution of household and family tasks between men and women be encouraged? • Should the award of certain benefits or advantages (leave, etc.) be linked to an | |

equal distribution of tasks between the sexes? How best to ensure an adequate income for both parents on parental leave?

- How can the availability of child care structures (crèches, nursery schools, etc.) and elderly care structures be improved by the public and private sectors?
- Can a reduced rate of VAT contribute to the development of care services?
- How can parents, in particular young parents, be encouraged to enter the labour market, have the career that they want and the number of children they want?

La CSF rappelle que la question du renouvellement des générations est une problématique indéniable mais que les considérations de survie d'une génération ne doivent pas entrer dans la question du désir d'enfant. On ne peut pas s'immiscer dans l'intimité des familles. Il est essentiel de dissocier l'enjeu démographique de la question de l'accompagnement du désir. Par ailleurs, il faut rappeler que les femmes ont un pouvoir sur leur corps. Il est essentiel de ne pas remettre en cause le droit à l'avortement et l'importance de la prévention et de la contraception. La CSF ne peut s'inscrire dans une politique nataliste et préfère orienter ses revendications sur l'accompagnement du désir d'enfant, de sa naissance à sa majorité au moins. -Meilleur accès au logement, sans exiger de double caution parentale, et de poursuivre leurs études, leur formation ou leur recherche d'emploi. -Ouvrir des droits spécifiques à leur situation de jeunes parents ne pouvant pas toucher le RMI. -Offrir toutes les possibilités d'accueil d'un ou de plusieurs enfants dès qu'un couple a pris la décision d'en avoir. Les travaux de l'OCDE montrent que l'investissement dans les crèches est rentable pour une société, tant sur le plan de la socialisation de l'enfant que sur le plan de la solidarité nationale (par rapport au coût). C'est par conséquent à l'Etat d'apporter une réponse à ces parents et ce, dans un souci de : 1) promotion de la (ré)insertion sociale et professionnelle 2) épanouissement des familles 3) réponse à une demande de prise en charge collective dès le plus jeune âge (et donc d'égalité) La CSF exige par rapport à la compensation de l'arrivée d'un enfant, que l'allocation familiale soit versée dès le premier enfant et ce, jusqu'au dernier et que soit pris en compte le coût réel d'un enfant dans le calcul de ses droits. La CSF préconise la création d'une allocation (AJAFEE) pour les 18-25 ans égale à 75% du SMIC brut, remplaçant ainsi toutes les formes de bourses sans qu'il puisse y avoir cumul. Le jeune ne serait donc plus rattaché au foyer fiscal des parents. La responsabilité éducative est remise entre les mains des seuls parents, mais toujours sous l'œil des professionnels, d'où un sentiment de culpabilité ou de perte de repères. Les réseaux d'écoute d'appui et d'accompagnement à la parentalité notamment, assurent une mise en confiance et une valorisation du rôle parental. La prise en compte des difficultés des parents dans les actions parentalité CSF et l'apport de réponses ont contribué à les rassurer dans leurs rôles ce qui est facteur d'encouragement du projet familial et donc de la natalité. La CSF demande que ces dispositifs soient reconnus et soutenus (techniquement et financièrement).

1.2. The possible contribution of immigration

The Thessaloniki European Council in June 2003 declared that an EU integration policy for immigrants should help to meet the new demographic and economic challenges currently facing the EU. This is the debate initiated by the Green Paper adopted last January.

- To what extent can immigration mitigate certain negative effects of demographic ageing?
- What policies should be developed for better integrating these migrants, in particular young people?
- How could Community instruments, in particular the legislative framework to combat discrimination, the structural funds and the Employment Strategy, contribute?

2. A new solidarity between the generations

2.1. Better integration of young people

European objectives have been laid down for the prevention of long-term youth unemployment, combating early school leaving and raising the level of initial training. The structural funds help to attain them at grass roots level.

- How can initial training and adult training schemes be improved? What can non-formal education and voluntary activities contribute? How can the structural

funds and the instruments for achieving better access to the knowledge society contribute?

- How can the bridges between school and working life and the quality of young people's employment be improved? What role should social dialogue play? What can dialogue with civil society, in particular youth organisations, contribute

Permettre de concilier vie familiale et vie professionnelle passe d'abord par un changement de mentalité dans les entreprises. Il semble en outre que la valorisation de la place de la femme au sein de l'entreprise ou d'une autre organisation ne soit pas suffisante. L'homme actif en tant que père de famille doit aussi y trouver sa place. Il ne doit pas être discriminé à cause de son implication dans ses responsabilités familiales ni dans les tâches domestiques. Toutefois, on peut dès à présent proposer un message, sous la forme d'une campagne nationale, qui valorise l'homme en tant que père de famille au sein de son organisation. De manière générale, il faut générer une évolution des mentalités dans la structure familiale et dans la répartition des rôles entre hommes et femmes, pères et mères, même si cela ne se décrète pas. La CSF propose d'allonger le congé de maternité de trois mois. -La CSF revendique en outre, l'instauration de visites systématiques, en fonction d'une prescription, d'une aide à domicile au retour de la maternité La CSF demande un bilan exhaustif de la prise de congés paternité, autant sur un plan quantitatif que qualitatif. Accompagner le désir d'enfant(s) des jeunes couples de moins de 25 ans

- How can Community policies contribute more to combating child poverty and poverty among single-parent families and to reducing the risk of poverty and exclusion among young people?
- What forms of solidarity can be fostered between young people and elderly people?

La Confédération Syndicale des Familles et la Fédération Syndicale des Familles Monoparentales quant à elles, enregistrent dans leurs permanences des situations très précaires, embrouillées, parfois dramatiques. Nous voulons alerter sur ce qui reste à vivre aux familles pour assurer les besoins élémentaires et prioritaires (nourriture, habillement....) lorsque les dépenses incompressibles sont effectuées, constitue un véritable scandale, notamment : • Ce que représentent exactement les dépenses de loyer par rapport aux ressources, exige un taux d'effort important aux familles (21% en moyenne nationale tous secteurs confondus) puisque les aides au logement ne permettent pas une solvabilisation suffisante. Les APL ne prennent pas en compte le taux d'effort global dû avec charges et dépenses liées au logement. • Le poids que représente dans le budget le coût de la crèche, de l'assistante maternelle ou des différents moyens utilisés pour garder les enfants s'oppose aux conditions de travail qui sont exigées (temps partiel, horaires atypiques, etc...). Ainsi, tous les rapports parus depuis quelques années s'accordent pour dire que les familles monoparentales et les familles nombreuses sont les plus touchées par la précarité. Nous notons également l'apparition de la notion de « travailleurs pauvres. Un travail stable et suffisamment rémunéré permettrait d'échapper à la pauvreté et ses conséquences. En effet, la nature de l'emploi, le niveau de salaire perçu et la composition du ménage sont les éléments qui conduisent à un certain niveau de vie ; ce niveau de vie détermine le seuil de pauvreté en dessous duquel on identifie le travailleur pauvre. Or, les dépenses de logement ne sont pas prises en compte dans la définition de ce seuil de pauvreté. Le statut de « salarié » n'est pas opposable au statut des « chômeurs » en terme de sécurité face à l'exclusion. En effet, la plupart des dispositifs d'aide à l'emploi profite essentiellement à l'employeur sans garantir un retour à l'emploi définitif pour le bénéficiaire de l'emploi aidé en question, ni un revenu décent pour vivre et ne préserve donc pas des processus conduisant à l'exclusion. De plus, la relance économique n'est pas suffisante pour infléchir un taux de chômage qui reste en France très élevé par rapport aux autres pays européens. D'une part le chômage ne peut être éradiqué à court terme et d'autre part, la fonction économique des ménages ne peut reposer sur les seuls revenus du travail. Aussi, des transferts sociaux sont nécessaires pour exercer cette fonction économique et permettre une réelle application de droits fondamentaux pour tous.

2.2. A global approach to the "working life cycle"

In order to foster the transition to a knowledge society, EU policies promote the modernisation of work organisation, the definition of lifelong learning strategies, the quality of the working environment and "active ageing", in particular raising the average retirement age. Demographic changes reinforce the importance of these policies, whilst raising new questions:

- How can the organisation of work be modernised, to take into account the specific needs of each age group?
- How can young couples' integration in working life be facilitated and how can we

help them to find a balance between flexibility and security to bring up their children, to train and update their skills to meet the demands of the labour market? How can we enable older people to work more?

- How can work organisation best be adapted to a new distribution between the generations, with fewer young people and more older workers?
- How can the various stakeholders in the Union contribute, in particular by way of social dialogue and civil society?

2.3. A new place for “elderly people”

The European coordination of retirement scheme reforms is promoting more flexible bridges between work and retirement.

- Should there be a statutory retirement age, or should flexible, gradual retirement be permitted?
- How can elderly people participate in economic and social life, e.g. through a combination of wages and pensions, new forms of employment (part-time, temporary) or other forms of financial incentive?
- How can activities employing elderly people in the voluntary sector and the social economy be developed?
- What should be the response to pensioner mobility between Member States, in particular with regard to social protection and health care?
- How should we be investing in health promotion and prevention so that the people of Europe continue to benefit from longer healthy life expectancy?

2.4 Solidarity with the very elderly

The coordination of national social protection policies is due to be extended to long-term care for the elderly in 2006. How can this help to manage demographic change?

- The coordination of national social protection policies is due to be extended to long-term care for the elderly in 2006. How can this help to manage demographic change?
- In particular, should a distinction be drawn between retirement pensions and dependency allowances?
- How do we train the human resources needed and provide them with good quality jobs in a sector which is often characterised by low salaries and low qualifications?
- How do we arrive at a balanced distribution of care for the very old between families, social services and institutions? What can be done to help families? What can be done to support local care networks?
- And what can be done to reduce inequality between men and women when they reach retirement age?
- How can new technologies support older people?

3. Conclusion: what should the European Union’s role be?

- Should the European Union be promoting exchanges and regular (e.g. annual) analysis of demographic change and its impact on societies and all the policies concerned?
- Should the Union's financial instruments – particularly the structural funds – take better account of these changes? If so, how?
- How could European coordination of employment and social protection policies better take on board demographic change?
- How can European social dialogue contribute to the better management of demographic change? What role can civil society and civil dialogue with young people play?
- How can demographic change be made an integral part of all the Union's internal and external policies?

The Questionnaire

How did you perceive this questionnaire? Expectations not met

Why?

Too long